



MOTION DE LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'UNION DEPARTEMENTALE FORCE OUVRIERE DU CALVADOS

La commission exécutive rappelle sa solidarité à l'égard des peuples ukrainien et Russe qui refusent la guerre ainsi qu'à l'égard de tous les peuples victimes des conflits armés.

Au regard de l'urgence de la situation au proche Orient, la Commission Exécutive appelle à un cessez le feu immédiat et permanent dans la bande de Gaza, à l'arrêt de la colonisation et des violences en Cisjordanie, à la libération des otages et prisonniers politiques et à la levée de l'embargo.

Après avoir multiplié les dépenses pour le budget militaire, le gouvernement nous prépare à subir une crise d'austérité. Il annonce un train de mesures régressives contre les salariés, les retraités, les privés d'emploi, les jeunes, dans tous les domaines : services publics, sécurité sociale, libertés démocratiques et droits syndicaux.

En 2023, les exonérations de charges pour les entreprises représentent 88 milliards d'euros. Les entreprises du CAC 40 affichent des profits record de 124 milliards permettant de verser 97 milliards d'euros aux actionnaires.

Le paritarisme et la négociation collective sont menacés. Après une douzaine de séances de « négociation » et cinq versions d'un projet d'accord sur l'emploi des seniors, le patronat a reculé sur une mesure qu'il avait lui-même proposé : la retraite progressive à partir de 60 ans.

Au nom d'un déficit, qui ne peut être imputé aux salaires, le gouvernement impose un objectif de 10 milliards d'économies en 2024, 20 milliards en 2025. La cour des comptes fixe un nouvel objectif à 50 milliards d'économies entre 2025 et 2027 !

Ce gouvernement en profite pour remettre en cause tous les acquis et droits conquis de longue lutte. Il est entré en guerre contre les travailleurs. Il est urgent de préparer l'action commune sur nos revendications.

Force Ouvrière revendique

Pour les salaires et les emplois

La mise en place de l'échelle mobile des salaires, mécanisme qui permettra d'indexer le salaire sur le coût réel de la vie.

Le rattrapage des salaires et pensions par rapport à l'inflation.

Le maintien des emplois notamment dans les entreprises qui ont touché des subventions publiques

L'augmentation immédiate de 10% du point d'indice afin de rattraper les pertes subies depuis 2000.

L'application du Ségur à tous les personnels du médico-social

Pour les droits collectifs

Le retour au respect de la hiérarchie des normes.

Le maintien des critères de formation et d'ancienneté dans des classifications de salaire.

L'abrogation de la réforme de l'assurance chômage, aucune baisse des droits des chômeurs.

Le retour des CHSCT

Le respect du droit de grève.

Pour les services publics

L'arrêt des suppressions de classes et de postes, d'heures de cours dans les écoles, les collèges et les lycées

L'arrêt des suppressions de lits et services à l'hôpital et la réouverture des services et lits fermés qui s'accompagne des recrutements nécessaires.

La titularisation de tous les contractuels.

L'arrêt de la privatisation des services publics.

L'arrêt des réformes successives de l'éducation nationale notamment le « Choc des savoirs »

L'abandon de la réforme de la fonction publique dite loi de transformation de la fonction publique

La renationalisation du secteur de l'énergie et la mise en place de tarifs régulés

Par cette motion, la commission exécutive de l'Union Départementale Force Ouvrière du Calvados invite ses adhérents et plus largement leurs collègues à se réunir pour discuter et préparer la riposte.

La commission exécutive soutient toutes les actions en cours et à venir dans tous les secteurs mis à mal par cette politique scélérate et encourage tous les salariés à tout mettre en œuvre pour y faire barrage.